



Observatoire des nouvelles solidarités locales

Mai 2009

UNE SOCIÉTÉ FACHÉE AVEC SA JEUNESSE ?

- **Un sondage exclusif :**
le regard des Français sur les jeunes

- **Les premières conclusions**
de l'Observatoire des nouvelles solidarités locales



Une opération menée dans le cadre des
Fêtes des solidarités locales
Événements festifs et citoyens
Avril / mai 2009, dans 40 villes en France

Contacts Afev :

Paul Falzon-Monferran,
Chargé de mission
paul.falzon@afev.org - 06 12 73 91 47

Tanguy Fichou,
Chargé de communication
tanguy.fichou@afev.org - 06 82 78 97 31

Observatoire des nouvelles solidarités locales

Notre démarche



Les jeunes et la société, risque de fracture ?

La question de l'engagement solidaire des jeunes n'a jamais occupé une place importante dans le débat public français, contrairement à ce qui se passe dans de nombreux pays. Quand en Italie les pouvoirs publics favorisent l'engagement de 75 000 jeunes chaque année dans les dispositifs de volontariat, quand aux Etats-Unis Barack Obama fait du service civique l'une des priorités de sa présidence, il a fallu dans notre pays attendre la récente nomination d'un Haut commissaire à la Jeunesse pour que l'enjeu de la promotion de l'engagement des jeunes revienne dans l'agenda politique.

Pour l'Afev, ce désintérêt est problématique. Faut-il que la jeunesse soit aussi peu considérée par l'opinion publique et les décideurs politiques pour qu'on ne cherche pas à s'appuyer sur ses ressources ?

Nous qui, au quotidien, pouvons nous appuyer sur l'engagement bénévole de milliers d'étudiants, sommes souvent frappés par la méconnaissance du potentiel d'action de notre jeunesse et par les clichés persistants sur son désintérêt de la chose publique, son repli sur soi, son incapacité à se saisir des opportunités d'engagement ouvertes ici ou là.

L'idée de créer l'Observatoire des nouvelles solidarités locales est née de l'envie de montrer que les jeunes sont prêts à s'engager dans des actions solidaires. Nous cherchions aussi à mieux comprendre les mécanismes qui mènent les jeunes à s'engager aujourd'hui, leurs motivations, les freins et les soutiens qu'ils rencontrent, les enseignements qu'ils en tirent. Les conclusions livrées dans ce document constituent des premières tendances que nous tacherons d'approfondir à l'avenir.

Il nous semblait intéressant aussi de confronter notre conviction que la jeunesse est une ressource, avec le regard de la société. Les résultats de l'enquête réalisée avec l'institut Audirep auprès d'un panel représentatif de 1000 personnes sont stupéfiants. Plus qu'une simple défiance, c'est un fossé qui sépare toute une partie des Français de leurs propres enfants, petits-enfants ou voisins.

Sondage exclusif Afev-Audirep

51% des Français ont une image négative des jeunes...

Aujourd'hui, diriez-vous des jeunes, au travers de leurs comportements, de leurs actions dans la société, que vous en avez une image...

Très positive	3%
Plutôt positive	46%
Plutôt négative	47%
Très négative	4%

Sondage réalisé du 27 au 30 avril par Audirep auprès d'un panel représentatif de 1000 personnes de 15 ans et plus, sur l'ensemble du territoire français.



... et 70% les jugent individualistes

Et considérez-vous aujourd'hui que les jeunes sont :	D'accord	Pas d'accord
Solidaires	49%	51%
Tolérants	41%	59%
Individualistes	70%	30%
Prêts à s'engager pour des causes utiles à la société	48%	52%

Observatoire des nouvelles solidarités locales

Les premières conclusions



Lancée le 20 mars, la phase de récolte des initiatives pour l'Observatoire des nouvelles s'est achevée le 23 avril. **Les porteurs de projet**, âgés de 15 à 35 ans, étaient invités à répondre à un questionnaire qualitatif comprenant une trentaine d'items, avec en six chapitres :

1. la présentation du projet
2. l'ancrage du projet sur son territoire
3. l'impact social
4. la structure porteuse
5. les porteurs de projet
6. Parcours, compétences, aspirations : un bilan

Un tiers des projets présentés sont basés en région parisienne, le reste en régions. **La quasi totalité des projets concernent cependant un territoire urbain.**

En termes de champ d'action, les trois quarts des projets incluent une dimension de **participation des jeunes**, près de la moitié de **lutte contre les discriminations**.

L'analyse des réponses a été effectuée par **les équipes de l'Afev**, en liaison avec Bernard Bier, de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire.

Des initiatives menées par des jeunes pour changer le regard sur la jeunesse et les quartiers populaires

Les initiatives collectées par l'Observatoire montrent un désir très fort de **changer le regard de la société sur la jeunesse**, qui pâtit d'une image négative véhiculée par les médias et les politiques à travers la mise en avant d'épiphénomènes de violence qui ne concernent qu'une infime minorité.

Les jeunes interrogées mettent en avant très fortement le désir de **montrer leur capacité à agir** et à mettre en avant la jeunesse comme ressource pour la société, et non comme un problème.
« Il s'agit de montrer que nous sommes capables de pouvoir faire des choses et abattre ainsi certains préjugés. » (projet « Complot sur le campus », Albi)

La volonté de **changer le regard sur leur quartier**, particulièrement quand il s'agit de quartiers d'habitat social, est vivement exprimée :
« L'idée est de changer l'image négative qui est malheureusement trop souvent véhiculée sur le 9-3. » (projet « Respect sur le 9-3 », Seine Saint Denis).

Des projets visant à apporter de l'information aux jeunes, par les jeunes

Les jeunes interrogés mettent en avant leur volonté d'apporter une information directe à leurs pairs, considérant que **l'information donnée par les pouvoirs publics n'est pas adaptée**. Cette dimension est particulièrement présente dans les projets éducatifs et citoyens.

« Tout l'enjeu repose sur le fait que je sois étudiante et qu'en tant que telle, j'apporte des conseils d'une étudiante, aux autres étudiants.

En effet, les étudiants bénéficient déjà de nombreux supports d'informations via le gouvernement, des organismes étudiants (le Crous...) et des médias étudiants (L'Etudiant, Phosphore, Studyrama...), mais les conseils sont souvent généralistes, s'adressent à tous, sans cibler particulièrement une tranche de notre population et il est fréquent qu'on ne se sente pas concernés, qu'on se sente oubliés, incompris, «largués» dans la jungle étudiante : à nous de nous débrouiller par nos propres moyens. » (projet « Apprentie étudiante, Val d'Oise »).

La proximité comme élément déclencheur de l'envie d'agir



Les initiatives collectées ont pour point commun **une proximité entre pairs** (jeunes du même âge, scolarisés dans le même établissement) ou **entre territoires**. Les porteurs de projet le disent : souvent c'est « entre amis » qu'on a eu envie de s'investir, en partant d'une idée ou d'une situation dont on a discuté ensemble.

A souligner aussi que les dispositifs publics visant à encourager la mise en action de la jeunesse favorisent aussi la rencontre et l'envie d'agir ensemble.

« Nous sommes 7 jeunes de 20 à 24 ans qui avons créé l'association « Cré'Actif » alors que nous réalisons en parallèle un Service Civil Volontaire. » (projet « Village Cré'Actif », Bordeaux).

86% des créateurs de projets ont été précédemment engagés dans des associations.

Les initiatives naissent souvent de l'envie de répondre à un problème précis, sur des objectifs limités

Les projets menés par les jeunes naissent avant tout d'un problème précis, auquel on a envie de porter une réponse immédiate.

« Nous nous sommes impliqués dans le projet car nous avons pu vivre des situations de violence verbale ou physique dans notre pratique sportive, le football, liées très souvent à notre origine, donc racistes. » (projet « not offside with Europe, Saint Etienne).

Le déclic vient parfois à l'issue d'un événement particulier.

« Nous avons découvert l'économie sociale et solidaire lors du mois de novembre 2008 après une campagne d'information. Nous avons constaté que cette manifestation n'avait pas touché le grand public ainsi que les jeunes. Nous avons donc décidé de réaliser une manifestation publique dans le but de faire apparaître cette économie aux yeux du grand public. » (projet « Village Cré'Actif », Bordeaux).

Les ambitions sont souvent modestes : on ne pense pas forcément à s'organiser tout de suite, et parfois même le choix est fait de **rester en dehors de tout cadre structuré**.

« Nous ne sommes pas une association mais juste deux étudiants volontaires. » (projet « India 2008 »).

La structuration du projet en association se fait souvent à l'occasion d'un contact avec d'autres associations ou avec des collectivités, par exemple pour une demande de subvention.

Les jeunes acquièrent des compétences complémentaires à leur formation et utiles pour leur insertion professionnelle

Tous les jeunes porteurs de projet le disent : cette expérience leur a permis d'acquérir de nombreuses compétences, qu'elles soient « professionnelles » ou « humaines », et leur ont apporté aussi une « meilleure connaissance du territoire et des acteurs locaux ».

Cette première expérience est porteuse de promesses : huit fois sur dix, les porteurs de projets veulent continuer à s'investir dans le champ de la solidarité, la moitié du temps sur un autre projet. Comme si ce premier contact avec l'engagement permettait **une prise de conscience de ses moyens et de sa capacité à agir** pour changer les choses.

« Cette action nous permettra de développer notre capacité d'adaptation, d'organisation, d'élaboration, de mise en œuvre du projet. Par la mise en pratique, nous mettrons en œuvre notre capacité à prendre des responsabilités, à travailler avec des adultes, et des partenaires européens à distance, avec qui nous nous entretenons en anglais, ce qui est bénéfique pour nous, jeunes étudiants. » (projet « not offside with Europe, Saint Etienne).

Des dispositifs publics qui ne sont pas toujours adaptés aux projets menés par les jeunes

Les jeunes interrogés mettent en avant **les nombreux obstacles qui ont pu freiner la mise en place de leurs projets**, y compris sur des thématiques a priori consensuelles (sensibilisation à l'Europe, aide à la formation). Comme si les porteurs du projet, avec leur envie d'agir vite, avaient **du mal à rentrer dans les cases** prévues par les collectivités ou les institutions publiques...

« Quelques fois on tombe devant des murs bureaucratiques. » (projet « Europe à l'école »)

Plus de la moitié des projets ont cependant été réalisés avec le soutien des collectivités territoriales et/ou d'établissements scolaires. D'autres ont reçu le soutien de dispositifs favorisant la participation des jeunes ou d'autres associations, en soulignant là aussi la lourdeur de ces dispositifs.

« Les principaux obstacles ont été liés à la réponse tardive de la validation de notre projet. Il a donc été difficile de tout mettre en place dans un temps réduit. » (projet « My Election »).

Tout n'est pas noir cependant dans la relation aux institutions. On peut même voir que **la reconnaissance d'un élu, d'une autre association, est très appréciée.**

« Cette année, la mairie d'Albi, par les moyens qu'elle nous accorde, nous dévoile sa confiance en notre projet. » (projet « Complot sur le campus », Albi)



Au fur et à mesure de leur développement, les initiatives tendent à s'ouvrir de plus en plus vers d'autres publics

Au fur et à mesure du développement de l'envergure des projets, les projets se décentrent de leur cible d'origine, souvent proche d'eux par l'âge et la situation sociale, pour tendre à associer d'autres générations. **Il s'agit donc rarement d'une volonté affirmée dès les débuts du projet**, mais d'une évolution presque naturelle de la rencontre avec d'autres associations, avec les collectivités, avec les publics, pour permettre la réalisation du projet.

« Nous sommes partis l'an dernier travailler en tant que volontaires dans un orphelinat du Sud de l'Inde. Notre action principale était d'aider les enfants dans l'apprentissage de l'anglais. A côté de tout cela, nous avons fait participer une classe de CM2 en France en organisant, avant notre départ, une collecte de matériel de dessin. La finalité de ce projet étant l'échange et le partage, nous avons organisé à l'université Michel de Montaigne de Bordeaux une semaine sur notre mission en Inde. » (projet « India 2008 »)

« Plusieurs associations établissaient leur propre journée où elles concrétisaient des projets pour les montrer au public étudiant. En 2006, l'idée est venue de réaliser un grand moment convivial où chaque association apporterait sa pierre : un éco-festival réalisé par les étudiants pour les étudiants, les enfants, les lycéens et le grand public. » (projet « Complot sur le campus », Albi)

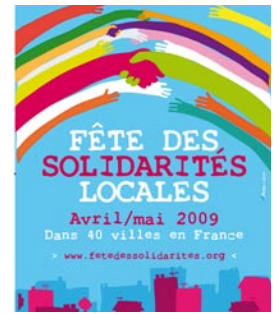
Plus d'infos sur l'Observatoire ? Envie de rencontrer les porteurs de projet ? Contactez-nous :

Paul Falzon-Monferran,
Chargé de mission
paul.falzon@afev.org - 06 12 73 91 47

Elise Renaudin,
Déléguée aux actions citoyennes
elise.renaudin@afev.org - 01 40 36 01 01

Le point de vue de l'Afev

Une société qui doute de sa jeunesse : état d'alerte !



Que penser d'une société qui ne fait pas confiance à sa jeunesse ?

51% des Français ont une image négative des jeunes. Ce constat nous semble profondément injuste et, à première vue, contradictoire.

Image injuste d'abord, parce que l'envie des jeunes d'agir pour la communauté reste forte. Pour l'Afev, il faut au contraire souligner que cette jeunesse aujourd'hui jugée si sévèrement, a remarquablement réussi à intégrer les évolutions et les exigences d'un monde devenu plus complexe que jamais, un monde où les cadres collectifs traditionnels (partis politiques, syndicats, Eglises) s'étiolent alors que l'économie se globalise, plaçant les individus en situation de responsabilité et de fragilité toujours plus grande. L'un des principaux enseignements de l'Observatoire nous semble être la volonté des jeunes de casser les représentations négatives par rapport à la jeunesse et prouver qu'ils sont capables de mener un projet à bien.

Contradictoire ensuite, quand l'on prend note des discours sur l'importance de l'éducation et de la formation, du nombre de messages publicitaires consacrés aux jeunes, de l'importance de la production culturelle à leur destination... L'impression apparente est que beaucoup d'efforts sont consentis pour nos jeunes générations : plus de possibilités en termes de loisirs, de culture, de sport, d'ouverture au monde... Mais peut-on construire une démarche d'intégration de notre jeunesse dans notre société sur la seule logique de la profusion des offres ?

N'est-il pas aussi simpliste, voire malhonnête, d'accuser les jeunes d'individualisme, à un moment où, déjà touchés par un chômage de masse, ils sont les principales victimes de la crise ? Leur insertion devient mois après mois plus difficile, s'ajoutant aux difficultés que de nombreux jeunes rencontrent déjà pour se loger, se soigner, se former.

Un mot encore sur cette notion ambiguë d'individualisme : comme de nombreuses enquêtes l'ont démontré - on citera notamment celle sur les jeunes « individualistes et solidaires » réalisée par l'Observatoire de la Fondation de France en 2007, l'individualisation des comportements sociaux n'est pas forcément incompatible avec l'engagement dans des actions de bénévolat. Certains regretteront le bon vieux temps du militantisme sacrificiel, nous préférons souligner que, même dans des situations sociales plus fragiles que leurs aînés, de nombreux jeunes continuent à s'engager.

Alors si l'action des jeunes est perçue si négativement à qui la faute ? Aux seuls parents et proches ? Aux évolutions plus globales de nos sociétés - matérialisme et perte des idéaux ? Ou plus prosaïquement à l'absence d'une véritable politique jeunesse fondée sur la demande à leur encontre, sur la prise de responsabilité, et sur la valorisation de leurs prises d'initiative ?

Et si l'on faisait confiance aux jeunes en mettant en place des politiques jeunesse véritablement transversales et permettant aux jeunes citoyens d'être acteurs de la cité ?

La récente nomination du Haut commissaire à la Jeunesse tentant de remettre à plat l'action publique en ce domaine, la volonté de créer un grand service civique pour favoriser l'engagement des jeunes et les dernières annonces du Président de la République pour favoriser l'insertion des jeunes, nous semblent aller dans le bon sens. Pour autant, l'on regrettera que ces avancées se fassent en laissant de côté la réflexion sur notre système de formation initiale.

C'est pourtant bien à l'école que notre jeunesse passe la majeure partie de son temps et qu'elle est sensée préparer son entrée dans la vie active. Que va-t-on mettre en place pour éviter que 150 000 jeunes ne sortent du système scolaire sans diplôme ? Si des réponses immédiates s'imposent pour amortir les effets de la crise et faciliter les transitions entre sortie de formation et emploi, la prévention de cet échec scolaire massif doit être une priorité, dans un contexte où la société de la connaissance impose, pour des raisons non seulement éthiques mais aussi économiques, une jeunesse la plus formée possible.

Remerciements

Merci à tous les jeunes porteurs de projets qui ont pris le temps de répondre au long questionnaire...

Merci aux chercheurs et structures qui nous ont permis de valider la démarche de l'Observatoire : l'Observatoire de la décision publique, l'Observatoire des inégalités, l'Observatoire de la Fondation de France, et l'Institut national de la Jeunesse et de l'éducation populaire.

Merci à Reporters d'Espoirs et à Audirep pour leur soutien à la démarche et leur aide opérationnelle.

Merci enfin à tous partenaires des Fêtes des solidarités locales : Afij, Ashoka, Autremonde, Eclaireuses et Eclaireurs de France, Fédération Léo Lagrange, la Fédération Unie des Auberges de Jeunesse, Forum Réfugiés, le Génépi, les Jeunes Européens France, la JOC, Les Petits Débrouillards, Max Havelaar, le Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne, Solidarités Jeunesses, Unis-Cité, le CNOUS-CROUS, le ministère de l'Education nationale, Envie d'Agir, l'OFUP, l'Indic, Epicure.